

**LE RÔLE DES PETITS ÉTATS
DANS UNE GRANDE EUROPE**

KEYNOTE ADDRESS

PRIX LATSIS UNIVERSITAIRES 2003

**LE RÔLE DES PETITS ÉTATS
DANS UNE GRANDE EUROPE**

JOSÉ MANUEL DURÃO BARROSO
PREMIER MINISTRE DU PORTUGAL

*Le 10 novembre 2003
Salle Piaget,
Chambres de Genève.*

**L'Europe à la croisée des chemins :
« Vers la société de la connaissance »**

VIVIANE REDING
MEMBRE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE
RESPONSABLE DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE



FONDATION LATSIS
Internationale
N° 19



JOSÉ MANUEL DURÃO BARROSO
PREMIER MINISTRE DU PORTUGAL

Professeur Sidjanski, cher ami, Monsieur le Recteur, Monsieur le Président de la Fondation Latsis, chers amis de la famille Latsis, Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs.

D'abord merci beaucoup, mon cher Dusan, pour tes mots aimables qui sont, comme tu l'as bien dit, le fruit d'une amitié, une amitié qui s'est construite quand nous avons travaillé ensemble. Quand j'ai eu l'honneur d'être admis ici, à l'Université de Genève, j'ai été étudiant puis assistant. En tout, j'ai passé 6 ans à Genève. Mon fils aîné est né dans cette ville. Je crois que c'est important pour nous, maintenant, de préserver ce lien entre Genève et Lisbonne, entre la Suisse et le Portugal, qui sont deux pays qui, à beaucoup d'égards, sont bien complémentaires. Et je crois que dans les fonctions que j'ai, je peux continuer à travailler pour l'amitié entre nos deux pays, mais aussi pour les liens entre les universités, l'Université de Genève et les Universités portugaises. J'espère que cette initiative conjointe que nous avons maintenant, en rappelant le Genevois Denis de Rougemont, un grand Européen, sera aussi un facteur d'unité dans ce dialogue des civilisations et des cultures. Car Genève, c'est la Suisse que j'aime, la Suisse d'ouverture, la Suisse de la tolérance, la Suisse qui se prépare à la globalisation, et ces jeunes lauréats qui étaient là tout à l'heure, et que je veux aussi féliciter, vont y faire leur travaux.

Après avoir entendu ce que ces lauréats ont dit sur le magnétisme, les nuages, le poète Lucain, l'incertitude, le marché, je trouve qu'il y a des points communs au moins entre l'Europe et les nuages et l'incertitude. Et c'est un problème que j'ai eu, comme l'a dit Dusan Sidjanski, ayant un pied dans la science politique et l'autre dans la politique, de savoir comment c'est possible de contrôler l'incertitude dans la décision politique. Et le moment que l'Europe vit à l'heure actuelle est un moment dramatique à beaucoup d'égards, car nous ne savons pas vraiment quel sera le futur de cette Europe. Et c'est sur cette Europe que je viens aujourd'hui vous parler brièvement.

Avec le plus grand élargissement de son histoire, l'Union Européenne comptera désormais avec environ 450 mio d'habitants, un quart du produit national brut mondial et 25 états membres. Parmi ces derniers, et en termes relatifs au sein de l'Union, pas moins de 19 sont des Etats considérés de petite ou moyenne dimension.

Alors, avant d'entrer dans le vif du sujet, je crois qu'une première constatation s'impose naturellement par elle-même : **dans une Europe si vaste et si puissante économiquement, le rôle d'un si grand nombre de petits et moyens Etats membres est important et sera forcément important.** Il est donc utile d'en parler.

Le débat sur les grands et petits Etats membres dans l'Union Européenne, quoi qu'on dise, n'est pas vraiment récent. Il s'est progressivement affirmé dans un crescendo au milieu des années 80 jusqu'à nos jours, la question ne se posant pas avant, en tout cas pas dans les mêmes termes.

Personnellement, je crois qu'il y a une relation assez étroite entre l'ouverture du grand chantier de la réforme institutionnelle, dont la première étape a été l'Acte Unique européen en 1986, et qui se prolonge jusqu'à nos jours avec la conférence intergouvernementale qui est en cours, et l'affirmation progressive d'un certain nombre de malentendus et parfois même de querelles sur le rôle et l'importance des Etats en fonction de leur dimension.

En effet, à chaque nouvelle réforme de l'Union, on assiste à des tentatives de certains membres de l'UE de profiter de l'occasion pour affirmer un peu plus leur propre pouvoir. Progressivement, on en est arrivé à la situation actuelle, où ceux parmi les membres de l'UE qui ont une petite ou moyenne dimension se voient souvent obligé d'invoquer, avec chaque fois plus de force, le respect du principe d'égalité entre les Etats pour ne pas laisser éroder un peu plus leur place dans le système institutionnel.

Pour ceux qui, comme moi, croient véritablement au projet européen, il est important de reconnaître qu'il existe ici un problème auquel il faut faire face. La tentation de suivre une logique de pouvoir purement intergouvernementale est bien réelle. Si elle finissait par prévaloir, ce serait certainement la fin de l'Union, en tout cas de cette Union qui nous a servi et sert si bien les membres de l'Union Européenne.

La tournure de ce débat sur le rôle et l'importance des Etats selon leur dimension est parfois regrettable et dommageable. Elle ne repose pas sur

des fondements réels. Car si on veut être rigoureux on ne peut pas dire qu'il y a des petits et des grands pays, mais qu'il y a des pays plus peuplés ou moins peuplés, ce qui est une nuance importante.

Le concept même de petit Etat n'existe pas. Il y a des Etats, leur dimension démographique étant différente. Mais, avouons-le, la dimension des Etats est une question très relative. Par comparaison avec la Chine, la Russie ou les Etats-Unis, même les plus grands de l'Union ont une mine bien moyenne. Et si l'on compare des pays comme le Luxembourg, qui a le niveau de vie le plus élevé de l'Union, à des pays bien plus vastes et plus peuplés, d'habitude plus pauvres, on est bien forcé d'admettre une deuxième constatation : **bien que la dimension soit un élément important, ici aussi ce n'est pas le seul qui doit être considéré.**

Alors vient parfois ce complexe du petit dans le pays lui-même. Mais on oublie que par exemple le Portugal, si vous considérez l'Europe à 25, est en huitième place, *ex aequo* avec la Belgique, la Grèce, la Hongrie, la République Tchèque, avec une dimension d'un peu moins de 10 mio.

Mais il y a parfois dans beaucoup de nos pays cette idée qu'on est petit et je trouve que c'est une idée mauvaise, d'un point de vue politique.

En effet ce qui est important pour qualifier un Etat ce n'est pas de savoir s'il a quantitativement une grande dimension, mais surtout de juger si sa contribution à la vie en commun avec ses autres partenaires est ou pas une **contribution de qualité.**

Il suffit de regarder ce qui se passe au sein de l'Union dans le cas de ce processus de réforme pour se rendre compte du facteur qualité et de son importance. Que les Etats aient quelques dixièmes de plus ou moins de pourcentage de pouvoir dans la prise de décision du conseil, cela ne changera pas grand chose à notre vie ni à celle des autres.

Et je dois vous dire que je trouve aussi un peu triste quand on fait des calculs pour voir quel est le pourcentage de pouvoir normal, pas le pouvoir de décision mais le pouvoir pour bloquer les décisions. C'est vraiment une conception négative du pouvoir et de l'influence. Par contre, la

qualité de la participation de l'Etat est et sera toujours un facteur décisif. C'est par la qualité de son action qu'un pays compte dans l'ensemble européen. Sont beaucoup plus important, par exemple, je le cite encore une fois, le Luxembourg, un tout petit pays, et aussi la Belgique, les Pays Bas, et des pays à dimension moyenne qui sont toujours au coeur de la décision européenne, que certains pays, peut être plus grands, mais qui prennent une position très souvent périphérique, voire marginale à l'égard du processus de construction européenne. Donc la qualité de la participation des pays se mesure aussi par la spécificité de leur apport et par la richesse de leur contribution individuelle. Par exemple quand le Portugal et l'Espagne ont adhéré en 1986, l'adhésion de ces deux pays a été vue comme contribuant à renforcer les liens de la communauté européenne avec d'autres régions du monde, notamment l'Amérique latine et les pays lusophones et hispanophones. Et c'est vrai qu'à l'époque, je me rappelle qu'ici même à Genève - je suis venu à un colloque de l'Institut Batelle bien avant notre adhésion - les conséquences de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal étaient alors presque toujours vues en termes négatifs. Je crois qu'aujourd'hui, si on est honnêtes, on reconnaît que l'adhésion de ces deux pays de la Péninsule Ibérique a représenté quelque chose de positif, non seulement pour les pays eux-mêmes, cela sans aucun doute en termes de développement, mais aussi pour le mouvement européen en général.

L'Union Européenne a été conçue comme une organisation internationale *sui generis* avec deux principaux objectifs : rendre la guerre matériellement impossible entre ses membres et leur assurer la prospérité. Je crois qu'il faut le dire, elle a bien réussi. Je sais que ce n'est pas à la mode de dire du bien de l'Union Européenne, mais en regardant les résultats, elle a bien réussi, même au-delà des attentes de ses pères fondateurs. Jacques Delors a même désigné l'UE d'OPNI, c'est-à-dire, objet politique non identifié. Mais OPNI ou pas, la vérité c'est que les concepteurs du projet européen, les pères fondateurs, ont bien su faire les choses. Ils ont minimisé au sein des Communautés Européennes les relations de forces telles qu'elles existaient - et existent trop souvent encore à son extérieur - comme sources de conflits dans le cadre des relations internationales. Ils l'ont fait avec justesse, en créant un système nouveau, qui par le biais d'une certaine pondération du pouvoir

relatif des Etats membres tient dûment compte des différences de dimension de ces derniers, en donnant à tous, même aux plus petits, un mot à dire lors de la prise de décisions.

Le résultat est qu'aujourd'hui l'Union Européenne est devenue une réalité structurellement démocratique. Contrairement au passé, les petits, moyens et grands pays sont aujourd'hui dans une position d'égalité, ou presque, quand il s'agit de prendre les grandes décisions. Il est vrai que pour l'activité législative courante une certaine pondération tient compte de la dimension des Etats. Mais pour les questions fondamentales, comme l'élargissement de l'Union, la voix de tous a plus ou moins le même poids.

La question importante à l'heure actuelle c'est de savoir si le changement de la quantité, quand on passera de 15 à 25, ne pourra pas amener à un changement de qualité dans ce type d'interaction. Mais je crois qu'aujourd'hui, malgré ce qu'on puisse dire, l'Union reste démocratique. Contrairement à ce qui s'était passé pendant longtemps, si l'on considère les guerres en Europe, les petits, moyens et grands pays, sont dans une position d'égalité sur le plan formel en termes de décision. Il est vrai que l'on doit tenir compte de la dimension relative des Etats et il y a plusieurs raisons pour cette pondération. Mais pour les questions fondamentales, la voix de tous a plus ou moins le même poids, c'est à dire tous les Etats ont le pouvoir de dire oui ou non au développement de notre Union.

Je crois que c'est bien cette mécanique tout à fait spéciale qui est à la base de l'immense succès qu'a été jusqu'à présent l'Union Européenne. Elle s'est affirmée grâce au respect et à l'emploi d'une méthode originale, la « **méthode communautaire** », qui combine savamment l'égalité formelle des droits, la participation réelle de tous aux décisions, la solidarité et le respect des spécificités nationales, et qui tient aussi compte des réalités, notamment du fait que les Etats membres ont des dimensions différentes.

La méthode communautaire est un élément fondamental du projet européen, il faut absolument en parler. Il en va de l'équilibre entre les institutions de l'Union et de la bonne prise en considération des différents

intérêts en jeu, que ce soit l'intérêt général de l'Union, qui dépend sur-tout de l'action d'une Commission forte et indépendante, ou les intérêts des Etats, qui sont défendus au sein du conseil, ou encore les intérêts du peuple, qui retrouvent leur expression principalement au Parlement européen.

J'insiste sur l'importance d'une Commission forte et indépendante. Car la Commission est parfois l'arbitre entre les Etats de grande dimension. Si nous avions, comme certains veulent, une dimension communautaire de plus en plus faible, il y aurait un grand risque de confrontation et cette logique purement intergouvernementale peut porter atteinte à certains principes fondamentaux de la construction européenne.

Quelles conclusions tirer de ce succès qu'est le processus de construction européenne ? Malgré tout ce qu'on puisse dire, si je suivais la maxime des entraîneurs de foot je dirais « qu'on ne touche pas une équipe qui gagne ». Mais je vois qu'une telle position ne tiendrait pas la route au vu de la véritable révolution que l'Union est en train de vivre, fruit du plus grand élargissement de son histoire. A partir du prochain mois de mai nous passerons de 15 à 25 membres, c'est-à-dire, il y aura un élargissement complètement différent des précédents élargissements.

Mais s'il faut réformer et innover il est aussi sage de préserver certaines caractéristiques de l'Union. Je parle ici de la méthode communautaire, d'un esprit de compromis, une certaine complexité entre ses membres qu'il faut garder à tout prix. Je parle aussi de la possibilité qui est offerte à tous les Etats membres, indépendamment de leur dimension, de trouver une véritable place dans l'Union, à laquelle ils doivent se sentir véritablement associés tant au niveau gouvernemental que par le biais de leur population respective, et là, le leadership politique a son importance. Parce que quand les leaders politiques, quand les chefs d'Etat des divers gouvernements et les Ministres des affaires étrangères vont à Bruxelles et au Luxembourg et reviennent dans leur capitale en disant qu'ils ont gagné en tout, en suggérant que les autres ont perdu, ils ne sont pas tout à fait honnêtes. Il faut expliquer à nos populations que la construction européenne dépend de l'esprit de compromis. Il faut expliquer qu'on doit maintenir

cette culture de complicité, de club dans le bon sens du mot club, d'élé-gance pour la prise des décisions. Il faut que les Etats de plus grande dimension qui, dans le passé ont su très bien gérer cette relation, donnent maintenant l'exemple. Je me rappelle par exemple d'Helmut Kohl puisque j'ai participé à pas mal de conseils européens. Il faut, comme lui, avoir l'intelligence stratégique de ne pas imposer une logique purement quantitative et rechercher cette culture du compromis qui est vraiment au coeur de la construction communautaire. Je crois que c'est important de maintenir ces caractéristiques. Il faut penser aux attentes des citoyens. Bien sûr, il faut aussi comprendre les citoyens des pays plus grands qui veulent naturellement une place en conséquence de leur pays ; mais aussi les citoyens des pays moins grands, qui n'accepteraient pas que leur pays disparaisse derrière une Union où ils ne se reconnaîtraient pas.

Pour moi, assurer la construction européenne oblige à réfléchir à un difficile dilemme. De mon côté je suis convaincu que la solution passe par un équilibre entre deux réalités, à savoir, la volonté d'intégration progressive de nos pays et la nécessité de respecter leur propre identité. Et je dis cela avec autant de plus de conviction que le mot d'ordre est bien aujourd'hui de construire une Union dans la diversité. Pour que les citoyens respectent l'Union celle-ci doit respecter ses membres. Soient-ils grands, petits, ou moyens, tous y ont un rôle, pas nécessairement le même, mais également digne et important. Car l'Union est comme un puzzle : si on lui enlève une pièce, toute petite qu'elle soit, tout reste incomplet. Si la machinerie ne remplit pas sa fonction, c'est tout l'en-semble qui peut en subir les conséquences.

Par ailleurs, les Etats ne sont pas, dans l'absolu, fondamentalement différents les uns des autres. Un Etat garde ses caractéristiques principales et fondamentales, indépendamment de sa dimension. C'est vrai que chacun de nos Etats défend dans l'Union ses propres intérêts, mais le tout dans un cadre institutionnel qui et supposé favoriser la recherche du bien commun.

Mais si le rôle des uns et des autres se ressemble la manière d'agir est parfois différente selon leur dimension. En effet, les petits et moyens Etat membres se voient souvent obligés d'être plus persuasifs que leurs parte-

naires plus grands pour réaliser leurs objectifs. Ils doivent aussi faire preuve de plus de flexibilité, parce qu'ils savent bien que la meilleure voie à suivre n'est certainement pas celle d'affirmer brutalement le pouvoir, qui est pour eux une denrée plutôt rare, en tout cas en termes relatifs. Le secret des petits et moyens Etats est fréquemment de savoir remplacer la puissance par l'influence.

Je ne résiste pas à citer mon collègue luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, que je considère comme un sage dans l'Union, et qui a bien su résumer ce que c'est d'être un petit ou moyen Etat dans l'Union. Lors d'une interview à un journal luxembourgeois, (Lëtzbuerger Land) il a dit ceci :

« Notre méthode de travail repose sur le principe d'être mieux informé que les autres, surtout les grands, qui estiment pouvoir s'en passer. Au-delà de connaître la position d'un pays, il faut comprendre quels sont les enjeux et arguments sur le plan national qui y ont mené. (...) Enfin, il faut être sensible aux alliances naturelles et sporadiques qu'il est possible de nouer. (...) Pour les alliances sporadiques, il faut comprendre que soutenir un pays sur un dossier qui est particulièrement important pour lui, mais pas nécessairement pour nous, peut ouvrir des nouvelles opportunités le jour où nous avons besoin d'un soutien. Cette approche a comme résultat qu'à 60 % de mon temps est investi dans les affaires européennes, et répond aussi à la question pourquoi je voyage tant. »

En tout cas une chose est claire : ils doivent être mieux informés que les autres. C'est vrai, les petits et moyens pays connaissent souvent beaucoup mieux les grands pays que l'inverse. On dépense notre temps à voir ce qui se passe chez les autres et cela est un atout, pas un problème.

Une autre caractéristique des Etats membres moins grands est leur capacité de s'adapter aux changements. En règle générale ils sont plus ouverts aux marchés financiers, mais aussi d'un point de vue commercial, parce qu'ils disposent de moins de possibilités à l'intérieur de leurs frontières ; avec des exceptions notables, la population des petits Etats a naturellement tendance à être plus homogène. En contrepartie, ils tendent à une plus grande spécialisation, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs commerciaux.

Par ailleurs, le fait que les Etats de plus grande dimension aient en général des intérêts plus globaux à défendre fait en sorte qu'il revient souvent aux Etats de dimension plus petite de trouver des bonnes ficelles pour aboutir à des compromis. En effet, certains pays paraissent avoir une plus grande aptitude à jouer le rôle de facilitateur de compromis et ceci, quoi qu'on puisse dire, est fréquemment le cas des Etats de petite ou moyenne dimension.

Il suffit de regarder comment les Etats exercent leur rôle de présidence de l'Union Européenne pour constater que, dans l'ensemble, les petits et moyens Etats ont presque toujours eu une plus grande facilité à obtenir des compromis dans l'intérêt de l'Union.

De tout cela résulte une autre constatation : à mon sens les **Etats de petite ou moyenne dimensions ont la fonction primordiale de promouvoir mieux que quiconque l'intérêt communautaire**. C'est pourquoi je suis convaincu que dans cette nouvelle union on devra savoir préserver ou créer des mécanismes pour que tous les Etats membres puissent avoir des chances égales d'affirmer pleinement cette précieuse compétence qu'est la recherche de l'intérêt communautaire.

Ces caractéristiques communes ne doivent pas nous faire croire que les petits et moyens Etats forment un front uni dans l'Union. Ce serait une vision manichéiste et fautive de la réalité.

Il est vrai que leurs agendas coïncident parfois, comme on l'a vu pendant une bonne partie des travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe. Etant plus nombreux, il est aussi naturel que les coalitions contre Etats de moindre dimension soient plus nombreuses. Mais ce sont les intérêts qui déterminent les alliances, et aujourd'hui les intérêts sont très diversifiés et nombreux et je crois que c'est bon pour l'Europe d'avoir ce qu'en anglais on appelle des *shifting coalitions*. C'est-à-dire, ce serait mauvais pour l'Europe de se « balkaniser » en groupes organisés d'intérêts, ceux du nord contre ceux du sud, ceux du centre contre ceux de la périphérie, les riches contre les pauvres...

Le Portugal vote beaucoup de dossiers avec l'Espagne. C'est normal, puisqu'ils partagent la même péninsule. Pour d'autres questions on est

très proches des Anglais ; et pour d'autres encore on l'est des Français et Allemands. On se retrouve souvent avec des petits et moyens états, par exemple avec l'Autriche, la Finlande, la Grèce, l'Irlande. Il y a plusieurs affinités, il faut savoir les gérer. Et le danger, comme je le vois, serait s'il y avait des alliances figées et structurées qui pourraient séparer l'Union dans plusieurs groupes.

Donc, pour conclure, quelle conclusion pourra-t-on tirer de tout ce qui a été dit ? En premier lieu que tous les Etats doivent véritablement se respecter, indépendamment de leur dimension. Plus qu'une question d'égalité entre Etats membres, c'est une question d'égalité entre citoyens. Un citoyen d'un petit Etat se sentirait diminué si son pays valait moins face à d'autres pays. C'est bien celle-ci une des principales conditions pour qu'il n'y ait pas de clivage ni de ressentiment entre grands, petits et moyens. Si cette condition n'est pas respectée, le succès de l'Union sera toujours une matière inachevée.

Dans l'Union Européenne comme partout ailleurs mon pays jouera pleinement son rôle d'Etat et défendra ses intérêts, c'est tout à fait naturel. Mais il ne le fera avec un esprit positif de coopération, en recherchant avec ses partenaires un avenir véritablement commun où jouera « l'esprit de l'Union ».

Car notre position de départ est celle de considérer que ce ne sont pas ceux qui sont tout le temps en train de créer des difficultés, et qui se posent comme le front du refus, qui arrivent mieux à influencer le cours des choses. C'est pourquoi, nous avons accepté, comme base de travail, de résultats la convention européenne et le traité constitutionnel.

Nous pensons que la meilleure stratégie consiste à combiner la défense de nos intérêts avec la poursuite des objectifs communs. Le tout avec un esprit de compromis et de bonne coopération, en nous insérant dans la ligne centrale d'action. Nous sommes convaincus que c'est ainsi que nous nous retrouverons mieux dans le résultat final.

Et je crois que l'histoire communautaire nous montre que c'est celle-là la bonne voie pour affirmer l'intérêt de chaque pays dans l'ensemble ; et

pas l'idée de refus, pas l'idée de la résistance à un mouvement commun, pas l'idée de la marginalité ou de la périphérie. Au contraire, il faut avoir une contribution proactive, comme je l'ai dit dans mon exemple précédent. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut répondre plutôt en terme de qualité qu'en terme de quantité.

Il faut rechercher la qualité au niveau des réponses internes de notre système politique et économique, données dans l'utilisation des fonds de la cohésion, mais aussi la crédibilité sur le plan externe en sachant être un partenaire responsable et constructif, non seulement dans l'union mais dans le monde en général, en étant un allié sûr et crédible. Je crois qu'entre alliés, nous devons approfondir l'idée de crédibilité. C'est-à-dire, quand on est un allié de quelqu'un, on doit s'y tenir même si on a des réserves. Pour nous, la qualité compte donc plus que la quantité. Donc, dans l'union le nombre de ses membres devenant de plus en plus grand il est naturel que le facteur qualité puisse assumer de plus en plus d'importance. Seulement de cette manière nous pourrions tous nous concentrer sur l'essentiel du projet européen, qui se traduit dans la recherche d'une union de plus en plus étroite avec un véritable espace intérieur de paix qui puisse contribuer efficacement à la paix et à la prospérité dans le monde.

Je crois qu'une union où chaque Etat membre soit en mesure de jouer pleinement son rôle et de s'épanouir en accomplissant sa propre destinée est possible. Je crois que la tendance forte va dans le sens de l'union. Je crois que le monde globalisé que nous avons aujourd'hui conseille à tous les membres de l'Europe de devenir plus intégrés. Dans les grandes questions internationales, quel est le poids d'un seul pays, d'un grand pays de l'Union ? Quel est le poids à lui seul dans les grandes négociations commerciales internationales ? Quel est son degré d'influence ? Je dirais qu'il est presque zéro. En vérité, lorsqu'il s'agit d'une grande négociation internationale, ce qui compte c'est le bloc, c'est les Etats-Unis, c'est le Japon, les pays en voie de développement et l'Europe, avec la Commission qui parle au nom de tous. Si mon pays veut avoir seul une influence sur une négociation textile internationale, soyons francs que son influence serait nulle. Et même pour un pays plus grand, ce serait la même chose. Ce peut-être un jeu à somme positive, où ce qu'un Etat

gagne n'est pas ce qu'un autre perd. On peut gagner tous en même temps. Donc l'idée même de partage de souveraineté continue à être une idée actuelle.

C'est non seulement une question de maximisation de notre pouvoir, de notre influence, mais c'est aussi, pourquoi ne pas le dire en rappelant Denis de Rougemont, une question de civilisation.

Car je crois qu'un monde ouvert sans l'ultranationalisme, sans xénophobie, sans chauvinisme, c'est un monde meilleur, et nous devons toujours garder à l'esprit qu'en politique nous travaillons pour le pouvoir de notre propre pays, nous travaillons bien sûr pour le respect de notre identité en même temps que nous travaillons pour un monde meilleur.

Merci beaucoup pour votre attention.

D.S.

« Eh bien je crois que nous avons eu le témoignage de tes qualités, de tes capacités, et je voudrais surtout attirer votre attention sur ces doubles aspects que vous avez pu ~~ressentir~~, une pensée structurée et une expérience politique profonde.